

**Alfred Rosmer**  
**Pierre Monatte**  
**Victor Delagarde**

## Lettre à la direction du PCF

1924

Paris, 5 octobre 1924,

Au Secrétariat du Parti,  
Au Comité Directeur,

Ce n'est pas sans surprise que nous avons vu s'abattre sur nous, à la dernière Conférence des Secrétaires Fédéraux, une pluie de calomnies et de menaces, menaces appuyées et enregistrées par deux résolutions.

Nous ne pouvons laisser dire, sans protester avec vigueur :

1. - Que nous avons rouvert les discussions sur les crises russe et allemande et sur la situation anglaise d'il y a quelques mois ;
2. - Que nous avons fait, à la dernière Conférence, une opposition politique quelconque, grave ou bénigne, aux décisions du 5<sup>e</sup> Congrès mondial ;
3. - Que nous avons montré la volonté de nuire au Parti, de le désagréger et de le décomposer, que nous avons entravé son travail politique et de réorganisation sur la base des cellules d'entreprises ;
4. - Que nous sommes des éléments nettement anticommunistes, de nouveaux Frossards, des agents du Bloc des Gauches.

Sémard a osé déclarer que nous avons provoqué une « explosion de trotskysme », et Cadeau que nous étions d'ores et déjà à presque en dehors du Parti ». Dans ses comptes-rendus, *l'Humanité* a faussé, quand elle ne les a pas étouffées, les interventions de l'un de nous.

On comprendra que nous tenions, surmontant notre propre écœurement, à rétablir, devant le Comité Directeur et devant l'ensemble des membres du Parti, le sens exact de ces interventions et à fixer notre position de militants communistes de la première heure, plus disciplinés et plus dévoués qu'aucun de ceux qui nous accusent.

A aucun moment, nous ne nous sommes élevés contre les décisions du 5<sup>e</sup> Congrès mondial.

L'Internationale s'est prononcée sur les discussions antérieures; nous n'avions pas à nous incliner, nous l'avions déjà fait.

Il n'est pas une des tâches qu'elle a tracées au Parti français à laquelle nous ne soyons prêts à apporter tout notre effort.

Nous le ferons d'autant plus allégrement que la prolétarianisation des Partis, par leur réorganisation sur la base des cellules d'entreprises et que la lutte en faveur de l'unité syndicale internationale, répondent à nos désirs de toujours.

Les dix tâches immédiates assignées au Parti français nous trouveront au rang de leurs ouvriers les plus tenaces.

Ceux qui nous ont prêté des illusions démocratico-pacifistes ont été eux-mêmes victimes d'une illusion. Syndicalistes révolutionnaires d'hier, jamais nous n'avons été empoisonnés par l'esprit démocratique : les bolcheviks, avant-guerre, nous en rendaient témoignage. Aujourd'hui, nous constatons que l'Internationale, en se tournant vers la gauche du trade-unionisme anglais et en mettant en elle de si grands espoirs, non seulement confirme notre pensée que la gauche trade-unioniste anglaise ne pouvait être identifiée à la gauche de la social-démocratie allemande, mais l'I.C. va beaucoup plus loin que nous. Nous la suivons dans ses vastes espoirs.

Nous approuvons la position prise par l'Internationale Communiste à l'égard de Höglund<sup>1</sup> et de ses amis. Aucune des décisions du 5<sup>e</sup> Congrès n'a fait l'objet d'une protestation ni d'une réserve de notre part, pas même la lourde sanction prise contre le camarade Souvarine<sup>2</sup>.

A la Conférence des Secrétaires Fédéraux, première Assemblée nationale du Parti depuis le retour de la délégation du 5<sup>e</sup> Congrès, Monatte n'a point remis en discussion cette sanction ; il s'est borné à signaler l'inconséquence de la délégation française faisant officiellement au Congrès mondial une proposition d'exclusion dont elle n'avait reçu ni demandé le mandat au Conseil National de Saint-Denis.

Il a remarqué, en outre, qu'au nombre des griefs retenus contre Souvarine figurait la publication du "*Cours Nouveau*" de Trotsky, publication dont la responsabilité avait été partagée avec d'autres camarades. Est-il surprenant que Monatte ait revendiqué sa part, notre part de responsabilité ? C'est le contraire qui eut été surprenant !

Au sujet du front unique, Monatte s'est encore borné, à la Conférence des Secrétaires Fédéraux, à demander à Sémard, si les déclarations favorables au front unique par en haut que lui a prêtées *l'Humanité* du 29 juillet, dans son compte rendu du Congrès de l'I.S.R., étaient exactes.

---

<sup>1</sup> Zett Höglund (1884-1956) : Professeur suédois, membre du PS et dirigeant des jeunesses. Fonde en 1917 le Parti social-démocrate de gauche qui adhère à l'I.C. en 1919. Mais il rompt avec elle dès 1923.

<sup>2</sup> Le 5<sup>e</sup> congrès mondial de l'I.C. venait d'exclure pour un an Souvarine qui résistait à la « bolchévisation » engagée par la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline.

On la voit : prétendre que nos déclarations à la dernière Conférence tendaient à rouvrir d'anciennes discussions et qu'elles revêtaient un caractère d'opposition politique grave aux décisions du 5° Congrès, est un pur mensonge.

\*\*\*

Comment avons-nous manifesté la volonté de nuire au Parti, de le désagréger, de le décomposer ? On oublie de le dire.

Nous pouvons affirmer que nous avons fait exactement le contraire, et nous ne sommes pas embarrassés pour le prouver.

Pendant que la délégation était au 5° Congrès, qui donc lança la circulaire 37 aux Fédérations ? Qui donc publia, dans le *Bulletin Communiste* du 18 juillet, l'article : « Une étape nécessaire », sous la signature de la Fédération de la Seine ? Qui donc entreprit, en somme, le torpillage de la fraction du centre et de sa direction du Parti ? Rieu n'était pas seul, alors. Au Comité Directeur, Rieu, Cadeau, Calzan, Sauvage, Ilbert étaient solidaires, et il ne se trouvait que deux membres à une réunion du Comité Directeur : Mahoury et Monatte, tous deux rangés dans la soi-disant droite, pour protester contre le fait de soulever une aussi grave question de déficit financier derrière le dos, en l'absence des premiers intéressés, de le faire publiquement dans la presse avant tout examen au sein des organismes du Parti, et au moment où le Parti demandait à ses membres le sacrifice d'une journée de travail.

Qui donc, alors, nuisait effectivement au Parti ? Qui donc cherchait à le désagréger, à le décomposer par le vitriol des questions financières ? Pas nous. Au contraire, nous étions seuls à nous élever contre cette besogne.

Nous marcherions sur les traces de Frossard, de Paul Lévi, nous ferions le jeu ou la besogne du Bloc des Gauches !

Merci bien !

Frossard, Lévi et *tutti quanti* sont retournés au socialisme ou à la social-démocratie, d'où ils venaient. Ceux qui nous calomnient si grossièrement ne peuvent le faire que dans le but de préparer le Parti à notre exclusion. Mais nous savons bien - et ils savent bien aussi - que nous ne pourrions retourner que d'où nous venons, c'est-à-dire là où nous n'étions qu'une poignée en 1914 pour sauvegarder l'internationalisme, en 1915 pour répandre les mots d'ordre de Zimmerwald, en 1917 pour défendre la Révolution russe naissante, en 1919 pour adhérer, dès sa fondation, à la 3° Internationale ; en 1922, pour défendre la tactique du front unique.

Agents du Bloc des Gauches ? Laissez-nous rire ! Nous le sommes tellement que nous avons été étonnés de voir le Parti et *l'Humanité* ne pas utiliser la fusillade policière des grévistes de Bizerte comme la preuve frappante pour la classe ouvrière que le gouvernement du Bloc des Gauches était un gouvernement d'assassins. Bizerte est pour nous le pendant de la Martinique, où Waldeck-Rousseau et Millerand couvrirent d'une première flaque de sang ouvrier le gouvernement de défense républicaine d'alors.

Voilà comment nous comprenons notre rôle d'agents du Bloc des Gauches. Aussi, nous nous permettons de repousser du pied ces calomnies.

Nous sommes entrés au Parti pour servir la révolution ; il n'a pas dépendu de nous que nous la servions ailleurs que dans le rang ; on ne réussira pas à nous faire passer pour des saboteurs du Parti et de la préparation révolutionnaire du prolétariat.

P. MONATTE,  
A. ROSMER,  
V. DELAGARDE,

*Membres du Comité Directeur.*

## Réponse du Bureau Politique à la lettre de Monatte, Rosmer et Delagarde

Dans une lettre adressée au Bureau Politique, les camarades Rosmer, Monatte et Delagarde ont cru bon de s'élever contre les attaques politiques qui furent faites contre eux à la Conférence des Secrétaires fédéraux.

Les trois camarades reprennent quelques points de la discussion et veulent en tirer des conclusions inverses de celles qui s'imposent.

Lors de l'exposé des travaux du 5° Congrès et de la condamnation politique de l'opposition qui se manifesta au sein du Parti communiste russe (oppositions condamnées déjà par la 13° Conférence du Parti russe), comme au sein des partis allemand et français, nos camarades rapporteurs durent rappeler évidemment sur quelques points cette opposition qui se manifeste dans notre parti - appréciation sur le gouvernement travailliste, attitude de Brandler, opposition de Trotsky au Comité Central russe.

Quel était le but de la Conférence des Secrétaires fédéraux ? Était-ce d'engager à nouveau la discussion sur chacun de ces points, résolu tant par notre Conseil national de Saint-Denis que par le 5° Congrès de l'I.C., ou n'était-ce pas, suivant la discipline qui doit exister dans un Parti communiste dans l'I.C., de tirer toutes les conséquences politiques, comme l'a fait le 5° Congrès de l'I.C., et de les déterminer devant l'assemblée des Secrétaires fédéraux ?

Les interventions des camarades Monatte et Rosmer ne furent jamais faites dans cet esprit. Cherchant à reposer les problèmes tranchés par le 5° Congrès ; cherchant, dans l'affaire Souvarine, à diminuer le caractère politique de celle-ci et à excuser son auteur ; cherchant ainsi à enlever à l'exclusion de Souvarine son caractère politique pour ne lui donner qu'un caractère de luttes personnelles ; profitant d'erreurs faites dans *l'Humanité* sur le compte-rendu d'un exposé de notre camarade Sémard au 2° Congrès de l'I.S.R. sur l'unité syndicale, ces deux camarades, à aucun moment de la Conférence des Secrétaires fédéraux ne cherchèrent à expliquer les conclusions des travaux du 5° Congrès, mais, au contraire, tentèrent de donner à la discussion le caractère qu'elle avait avant le 5° Congrès.

Reprendre la discussion, alors qu'il faut s'appliquer à faire comprendre les décisions, à procéder à la réorganisation du Parti sur la base des cellules, à bolcheviser notre Parti en chassant de son sein les social-démocrates ou anarchisants ; à battre les déviations de droite et d'extrême-gauche, pour qu'il suive la ligne politique juste ; reprendre la discussion aboutissait à entraver le travail pratique de la conférence et à jeter la confusion par des faits et des critiques d'ordre secondaire, comme nous l'avons vu.

Unaniment, moins quelques voix, la Conférence le déclara à Rosmer, Monatte, condamnant ainsi le mauvais travail de ceux-ci.

Dans la lettre adressée par les trois camarades au Bureau Politique, ils l'assurent de leur discipline et de l'application des décisions politiques prises au 5° Congrès, ceci est bien ; mais le Bureau Politique fut surpris de voir le refus de Rosmer et Monatte de rédiger un article contre Höglund, social-démocrate, exclu de l'I.C. et de son parti.

Höglund, exclu de l'Internationale Communiste, engagea contre l'I.C. et son parti une violente campagne. Semblable à Frossard et à nos dissidents, dans tous les Congrès de l'I.C. ou Exécutifs, Höglund faisait des promesses formelles d'appliquer les décisions prises, puis engageait contre celles-ci une lutte dans son parti, où il n'était soutenu que par les social-démocrates. Les actes d'indiscipline d'Höglund se répétaient, et l'I.C. voulant arriver à la formation d'un P.C. fort en Suède, discuta et chercha à ramener dans la ligne communiste Höglund et la fraction qui le suivait.

La position de lutte ouverte prise par Höglund sur des questions importantes aboutit à une rupture. Notre camarade Treint, représentant à l'I.C. du P.C.F., demanda à Monatte et à Rosmer d'écrire un article contre Höglund, comme l'avaient fait Brandler et Thalheimer, où ils se désolidarisèrent de celui-ci et condamneraient son attitude anti communiste. Höglund se flattait d'avoir au sein de l'I.C. des appuis. Il était un devoir, pour les militants qui veulent renforcer le Parti communiste suédois et, partant, l'I.C., de déclarer la guerre à celui qui avait été exclu de l'I.C. Les prolétaires de Suède devaient avoir connaissance que leur ancien leader, du jour où il rompit avec l'I.C., avait contre lui tous les Partis communistes, et qu'il ne pouvait être question pour Höglund de s'appuyer sur les représentants de l'opposition qui s'était manifestée à l'intérieur de certains Partis communistes avant le 5° Congrès.

Les camarades Rosmer et Monatte se refusèrent à une telle déclaration, alléguant seulement leur désaccord avec Höglund.

Pour tous les adhérents du Parti communiste français, le refus de nos camarades sera jugé politiquement d'une façon sévère.

Non seulement, Rosmer et Monatte refusèrent d'écrire contre Höglund, mais jamais ils ne se désolidarisèrent de la droite tchéco-slovaque et allemande. Jamais non plus, publiquement, ces deux camarades ne reconnurent leurs erreurs passées sur les questions anglaise et russe.

Au cours de la commission instituée pour examiner les affirmations de Rosmer sur un testament de Lénine, Rosmer dut faire l'aveu qu'un semblable testament n'avait jamais existé. Ainsi fut condamnée, une fois de plus, la politique de diffamation

menée par certains camarades au sein de notre P.C.

Concluons : ne pas se désolidariser de la politique fautive, en opposition avec celle de l'I.C., menée par la droite de quelques partis, aboutit à soutenir cette politique condamnée par le 5<sup>o</sup> Congrès.

Se refuser à lutter publiquement contre les adversaires de l'I.C. revêt un caractère politique tout à fait grave et sera condamné par tous les membres du Parti, au moment où celui-ci a fait tous ses efforts pour suivre la ligne léniniste, en chassant de son sein tous les opportunistes et révisionnistes, masqués ou non.

LE BUREAU POLITIQUE.

## Déclaration de Rieu au Bureau Politique

Chers camarades,

A la veille du Congrès National du Parti et en face de la nouvelle offensive de la Droite Internationale contre la ligne léniniste adoptée par le V<sup>o</sup> Congrès Mondial, il me paraît utile de préciser ma position vis-à-vis de la Direction actuelle du Parti et de la politique par elle suivie depuis la Conférence des Secrétaires Fédéraux :

- a) La ligne adoptée par le V<sup>o</sup> Congrès Mondial est la seule ligne qui procède des enseignements de Lénine. Toute tendance des courants de *Droite* ou *d'Extrême-Gauche* à réviser cette politique doit être combattue impitoyablement dans l'intérêt de la Révolution mondiale ;
- b) En quelques mois, le Bureau a fait, pour la bolchévisation du Parti français et pour le renforcement de la bolchévisation de l'Internationale Communiste, beaucoup plus que n'avaient fait - en plusieurs années - les directions précédentes ;
- c) A l'heure où j'ai critiqué certains camarades du B.P., sur leur gestion passée, je ne pensais pas que la Droite utiliserait ces critiques de détail pour s'en faire une arme contre une ligne politique qui la gêne et qu'elle n'ose pas combattre ouvertement. A la lumière des événements, il apparaît que mes critiques au lieu de servir l'ensemble du Parti, comme je le pensais, n'ont servi que la Droite. Dans ces conditions elles furent une faute que je reconnais en toute loyauté ;
- d) Les intentions des adversaires du bolchévisme sont aujourd'hui très claires. Ceux-ci ne combattront pas ouvertement les décisions de l'Internationale, sachant bien qu'ils dresseront contre eux le bon sens révolutionnaire du Parti, ils utiliseront les petites imperfections ou les faiblesses inhérentes et la complète transformation du Parti.

Les éléments sincèrement révolutionnaires doivent dénoncer cette manœuvre de la Droite et travailler en accord avec la Direction du Parti à la pleine et entière bolchévisation du Parti français.

Salutations communistes.

30 novembre 1924.

Roger RIEU.

**Alfred Rosmer**  
**Pierre Monatte**  
**Victor Delagarde**

## **Lettre aux membres du Parti Communiste**

**Avant le Congrès de Janvier**  
*Paris, 22 novembre 1924.*

---

La publication de cette lettre ouverte se soldera par l'exclusion du P.C.F. de ses auteurs.

---

Nous sommes à la veille du Congrès de Paris. Les membres du Parti sont appelés à discuter dans leurs cellules les multiples questions portées à l'ordre du jour de ce congrès important. Jusqu'ici ils n'ont entendu qu'un son de cloche. Nous tenons à en faire entendre un second.

C'est incontestablement notre droit comme membres du Parti, membres désavantagés, infériorisés puisque la fraction qui dirige le Parti se permet de monopoliser la presse communiste et d'y faire entendre exclusivement son point de vue.

Attaqués maintes fois, dans les assemblées et dans la presse du Parti, attaqués avec violence et avec injustice, longtemps nous avons méprisé ces attaques, estimant que le Parti avait mieux à faire qu'à s'entre déchirer et que le temps suffirait à calmer l'ardeur des néophytes du prétendu bolchevisme français qui nous insultent. Nous nous sommes évidemment mépris.

A la suite de la dernière Conférence des Secrétaires fédéraux, où nous fûmes qualifiés d'éléments nettement anticommunistes, nous avons répondu en fixant sommairement notre position dans une déclaration adressée au Comité Directeur et signée par trois membres du C. D. Cette déclaration, il n'en a pas été donné connaissance au C. D. Elle n'a pas davantage trouvé place dans la presse du Parti, ni dans *l'Humanité*, ni même dans le *Bulletin Communiste*. On comprendra que nous la fassions connaître, après une longue attente, aux membres du Parti, par le seul et faible moyen qui nous reste.

On le comprendra d'autant plus qu'il ne peut échapper à personne que l'on prépare notre exclusion. On veut, comme à la dernière Conférence, en surprenant la bonne foi du Parti, provoquer une Fédération de la Nièvre quelconque à déposer une proposition d'exclusion que les hommes de l'appareil, dûment stylés, feront adopter d'emblée.

Que cette triste manœuvre soit ou non susceptible de réussir, nous n'en savons rien. Mais il est une chose que nous ne voulons pas, c'est qu'elle réussisse par surprise. C'est pourquoi nous adressons aux membres du Parti cette lettre, afin de les mettre en garde, afin qu'ils disent nettement aux camarades qu'ils délégueront au Congrès s'ils doivent ou non nous chasser du Parti.

Depuis un an, on agite le spectre d'une droite dans le Parti et dans l'Internationale. On accuse cette droite de nuire, de désagréger, de décomposer le Parti ; on l'accuse d'entraver son travail politique et de susciter des obstacles à sa réorganisation sur la base des cellules d'entreprise.

Nous sommes bien sûrs de ne pas appartenir à la droite du Parti.

Quand Treint publia sa première édition de la géographie des tendances, Monatte lui répliqua avec raison que s'il voulait à tout prix nous classer quelque part il devrait nous loger dans une toute autre tendance, qui s'appellerait, la gauche ouvrière. Dans sa deuxième édition, revue et corrigée, des tendances du Parti, Treint paraissait donner satisfaction à cette juste revendication ; il parlait récemment du « néogauchisme ouvrieriste, teinté de syndicalisme pur », de Monatte,

Nous n'étions toujours pas plus orthodoxes qu'avant ; nous sentions toujours le roussi ; mais enfin c'en était fini de l'imbécile qualification de droitiers ; nous étions reconnus et proclamés gauchistes, néogauchistes.

Mais sous la plume et dans la bouche de Treint et de ses amis, les mots changent rapidement de sens. Dès le lendemain, nous redevenions la droite pestiférée. Il suffit sans doute de ne pas bailler d'admiration devant les cabrioles de Treint pour être rangé dans la droite.

Voyons ce qu'on reproche à la prétendue droite que nous composerions.

Notre grand crime consisterait à faire écho à l'opposition communiste russe qui aurait constitué une sorte d'organisation internationale. Nous devons avouer, à notre confusion et à notre grand regret qu'aujourd'hui encore nous ne connaissons même pas le grand discours prononcé en juillet par Trotsky à l'assemblée des vétérinaires de Moscou, non plus que sa préface<sup>3</sup> à la nouvelle édition de 1917, discours et préface pourfendus avec tant de véhémence.

On avouera que pour des « trotskystes » nous manquons pour le moins de vigilance. Certes, on nous a trouvés et on nous trouvera pourtant chaque fois qu'on insultera Trotsky, parce que son nom et son effort, à côté du nom et de l'effort de Lénine, s'identifient avec la Révolution russe. Nous dirons plus : nous pensons que c'est Trotsky, à l'heure actuelle, qui pense et qui agit vraiment dans l'esprit de Lénine, et non ceux qui le poursuivent de leurs attaques tout en se drapant dans le manteau du léninisme.

---

<sup>3</sup> Il s'agit des *Leçons d'Octobre* dont la publication sera l'occasion d'une féroce bataille politique en U.R.S.S.

Mais nous savons bien que si demain Trotsky ralliait la majorité dans le Parti Communiste russe, les mêmes communistes français qui l'insultent aujourd'hui en le traitant de petit bourgeois et de contre révolutionnaire seraient les premiers à l'aduler et nous trouveraient alors trop peu « trotskystes ».

En attendant, ils feraient mieux, puisqu'ils rouvrent devant le Parti français une nouvelle discussion sur le Parti Communiste russe, de fournir le minimum de documents permettant de se former une opinion. C'est leur droit de publier à grand fracas des critiques du discours et de la préface de Trotsky ; mais c'est leur devoir élémentaire de faire connaître ce discours et cette préface. En ayant tardé à le faire, ils ont montré leur profond mépris pour les membres du Parti. Naturellement, ce qui leur importe, ce n'est pas un jugement éclairé du Parti, mais son approbation aveugle et fanatique.

Qu'il y ait un malaise grave dans l'Internationale, depuis la mort de Lénine et depuis sa retraite forcée par la maladie, c'est un fait trop visible, mais il est bien indépendant de la crise que traverse le Parti français.

Nous l'avons dit au cours des discussions du début de l'année : Notre Parti se trouvait en face de deux crises superposées, une crise nationale et une crise internationale, et nous l'avons prouvé par des faits. et par des déclarations incontestables. Il nous suffira de rappeler les paroles par lesquelles Renaud Jean expliqua au Comité Directeur, en mars dernier, son vote des fameuses thèses : « Je les vote parce qu'il faut sortir de la situation présente, mais je le fais sans enthousiasme et tout à fait convaincu qu'elles ne changeront rien ; le Parti est en état de crise permanente. »

En effet, le Parti est en état de crise permanente. Le dernier accès de fièvre, qui paraît n'être pas guéri, tant s'en faut, fut provoqué, voilà un an, par la non réélection de Treint au secrétariat du Parti. Quels furent les artisans les plus acharnés de cette non réélection et, par là, les responsables de la crise? Des hommes qui avaient collaboré, au cours de l'année 1922, avec Treint au Bureau Politique et au Secrétariat, c'est à dire Louis Sellier et Doriot, et qui déclaraient que tout travail collectif était impossible avec lui.

Ils n'étaient d'ailleurs pas seuls à penser ainsi ; Humbert-Droz, le délégué de l'Internationale, en était arrivé à dire que tant que Treint et Souvarine seraient à la tête du Parti, il serait impossible d'avoir en France un Parti Communiste. Souvarine a été dévoré, mais Treint demeure et tout ce qui pouvait jadis être reproché à Souvarine peut l'être aujourd'hui, et plus légitimement, à Suzanne Girault et à Treint : l'autocratie de ces derniers pèse incontestablement d'un poids plus lourd sur tout le Parti. Elle pèse si lourdement qu'un militant du mouvement syndical, secrétaire d'une Fédération d'industrie et qui vit en dehors des tendances et des clans du Parti, reprenait sans le savoir le propos d'Humbert-Droz et déclarait récemment qu'il n'y aura pas de Parti ni de G.G.T.U. tant que régnera Suzanne Girault.

Quel crime pouvons nous avoir commis contre le Parti, néo gauchistes ou droitiers que nous sommes ?

Il n'y a pas très longtemps, le député Doriot déplorait que Monatte et Rosmer n'aient pas été plus combattifs, qu'ils n'aient pas poursuivi plus longtemps la lutte contre la soi disant gauche. Il ne voyait pas que nous avions ainsi refusé non seulement de faire perdre au Parti son temps et ses forces, mais de lui porter, même involontairement, préjudice, à lui et à l'Internationale. Il ne le comprenait pas alors, Cela ne l'empêche pas aujourd'hui de vilipender la droite et ses crimes imaginaires. Nous le verrons peut être demain réclamer notre exclusion du Parti.

S'il est un reproche que nous ne méritons pas, c'est bien celui d'avoir voulu nuire au Parti, d'avoir cherché à entraver son travail, d'avoir essayé de le désagréger. Nous mériterions plutôt celui d'avoir réduit à l'excès notre droit de critique. Par contre, ces reproches s'appliquent à merveille à ceux qui nous les adressent, c'est à dire à ceux qui, depuis un an, font à la tête du Parti non une politique de Parti mais une politique de fraction et qui, se figurant être tout le Parti, s'apprentent à en chasser quiconque se refuse à le confondre avec leurs personnes.

Depuis près de dix mois qu'ils ont la direction effective du Parti, voyons donc ce qu'ils en ont fait.

Tout d'abord, ils ont dirigé le Parti sans tenir compte du Comité Directeur. Ils n'ont pas su gré à ce Comité Directeur qui, en mars, votait docilement, à la quasi unanimité, leurs thèses sur la révision du front unique et la bolchévisation du Parti. Ce vote acquis, ce pauvre C. D. a été périmé. On l'a réuni ou non, au gré du Secrétariat, on a tranché de tout sans le consulter et souvent sans l'avertir ensuite. C'est ainsi, par exemple, que les membres du Comité Directeur ont appris en lisant *l'Humanité* que le Parti allait tenir un Congrès en janvier.

Ils ont pris en mains *l'Humanité*, à qui nous avions, paraît-il, fait perdre sa claire figure communiste. La lui ont ils redonnée ?

Certes, nous n'avons jamais prétendu, que *l'Humanité* était un modèle de journal ouvrier, de quotidien communiste. et nous l'avons souvent dit dans les Conseils du Parti. Mais nous sommes bien certains qu'elle est aujourd'hui de moins en moins un journal, qu'elle est devenue un mauvais *Bulletin Communiste* quotidien. Loin de prendre une claire figure communiste, elle a plutôt mis un masque caricatural. Le communisme n'a pas le mépris de la classe ouvrière et ne croit pas qu'il soit utile de lui servir une nourriture sans os et sans arêtes, une véritable bouillie intellectuelle pour enfants.

Le premier résultat, c'est que beaucoup d'ouvriers cessent de lire *l'Humanité*. L'un des mots d'ordre du Parti était de doubler le chiffre de son tirage et le porter à 400.000 d'ici la fin de l'année. Au lieu d'approcher de ce but, on s'en éloigne. Treint a raconté au Congrès du Parti tchécoslovaque que le tirage de *l'Humanité* avait augmenté de 40 000 exemplaires. Ne pouvant croire qu'il a délibérément menti aux communistes tchécoslovaques, nous supposons qu'il a voulu dire que *l'Humanité* avait diminué d'autant.

Treint a dit encore à Prague qu'une menaçante crise financière avait été réglée en cinq semaines. Évidemment, les membres du Parti ont fait, voilà quelques mois, un gros effort, mais la crise financière n'a pas été dénouée pour cela. Elle ne pouvait pas l'être d'ailleurs, du moment que l'on continuait à gaspiller 50.000 francs par mois - plus d'un demi-million par an - pour *l'Humanité* du Midi et que l'on faisait rentrer les permanents de l'appareil que l'on avait compressé.

Si bien que le Parti en est arrivé à envisager le système des souscriptions, non comme un moyen exceptionnel dans des circonstances exceptionnelles, mais comme un moyen courant de boucler son budget normal.

C'est d'ailleurs parce que les dirigeants de la fraction qui dirige le Parti sont effrayés des résultats de leur propre gestion qu'ils crient si fort contre la droite. Ils ont besoin de donner le change. Bien incapables, en outre, d'apercevoir et de reconnaître leurs fautes, il est naturel qu'ils attribuent à d'autres la responsabilité de leur propre gabegie.

Ils raisonnent exactement de cette manière quand ils nous accusent d'avoir entravé la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprise. Ils nous attribuent charitablement les difficultés naturelles que l'opération comportait et celles que leur conception et leur manière de faire y ont ajouté. Ce n'est pas en donnant la droite à dévorer aux cellules qu'ils leur fourniront un aliment, ni qu'ils résoudront ces difficultés.

La réorganisation sur la base des cellules est une oeuvre capitale pour le Parti. S'il la réussit, c'est-à-dire s'il sait déterminer les tâches pratiques des cellules, éviter qu'elles tournent à vide et se découragent, il disposera réellement d'une base de granit. Mais le granit pourrait bien se changer en sable mouvant si les cellules, au bout de quelques semaines, n'apercevaient pas le travail qui leur incombe, si on leur refusait, en outre, le droit élémentaire de désigner leur secrétaire et leur délégué de rayon, sans crainte d'un veto d'en haut.

Il est beaucoup question d'homogénéité, d'alignement, de discipline. Du haut en bas du Parti, on établit une cascade de mots d'ordre auxquels on doit obéir sans comprendre et surtout sans murmurer autre chose que le sacramentel : Capitaine, vous avez raison ! Une mentalité de chambrée se crée et les moeurs de sous-offs s'installent. Il n'est question que d'appareil à faire fonctionner, de permanents à instituer. Bientôt la bureaucratie du Parti fera la pige à celle de l'Etat français.

On dit que le Parti doit être une cohorte de fer. En réalité, quiconque fait preuve de caractère doit être brisé. Au V<sup>e</sup> Congrès mondial, Jerram, dans un geste de courage, cherche à empêcher la délégation française de commettre une faute préjudiciable au Parti. Au retour, on expédie quelqu'un pour le démolir dans la Fédération du Nord. Il faut s'incliner, non devant des idées, ou des décisions prises par l'organisation mais devant des hommes. Par ce moyen, ce ne sont pas des cadres solides que l'on prépare, ce n'est pas une cohorte de fer que l'on forme, mais un régiment de limaces.

Des perroquets communistes peuvent seuls parler sans rire de l'unité monolithique du Parti Communiste français. S'il est un parti composé de morceaux très divers, c'est bien le nôtre. Leur fusion promettait d'être lente et les fondeurs étaient tenus de veiller ferme. A coup sûr, des événements révolutionnaires auraient activé cette fusion et rejeté des scories ; ils ne se sont pas produits. A défaut, c'est le travail collectif de chaque jour, modeste et tenace, qui pouvait l'opérer. Au lieu de travail collectif, on a assisté à un travail fractionnel en règle poursuivi par la soi-disant gauche en utilisant l'appareil du Parti. Hier, c'était le centre qu'elle voulait hypocritement torpiller en la personne de Sellier pour sa gestion financière qui n'a d'autre pendant que celle de Treint. Aujourd'hui, c'est la gauche ouvrière qu'on veut passer par la fenêtre. A qui le tour demain ? Le Parti français risque fort de ressembler à ces républiques sud-américaines où se produit un coup d'Etat tous les trois mois.

L'importance du Congrès prochain ne peut échapper à l'ensemble des membres du Parti. Ce qui est important, ce n'est pas que nous puissions y être frappés d'exclusion, c'est que, sous l'étiquette de la bolchévisation, on y aggrave les méthodes autocratiques actuelles, qui sont bien le plus flagrant désaveu du bolchévisme et du communisme.

V. DELAGARDE.  
P. MONATTE.  
A. ROSMER.